

Défaillances & Prévention

Anticiper pour rebondir

Février 2026

....
The better the question.
The better the answer.
The better the world works.

au
GROUP
Tomorrow
is today's business

EY Parthenon
Shape the future with confidence

Sommaire

Éditorial 5

Top 20 des défaillances 2025 6

Avis d'experts 8

01 De conjoncturelle à structurelle, la poussée des défaillances joue les prolongations 8

par Anna Boata, Directeur de la recherche économique, Allianz Trade

02 Lucidité et méthode : les clés pour éviter la spirale des difficultés 10

par Lionel Gouget, Senior Partner, Valtus

03 2026, de la résistance au rebond, un cap stratégique pour les entreprises françaises 12

par Alexandre Bachelier, Associé Fondateur, Arcole

04 Le M&A comme solution de sortie de crise pour les PME françaises 14

par Matthieu Carlier, Partner EY

05 Une bonne gestion du BFR, un outil indispensable pour piloter efficacement et améliorer la liquidité des entreprises 16

par Henry Cagnac, Conseil en affacturage et assurance-crédit, AU Group

Annexes

18

01 Top 5 par région des entités
légales ayant fait l'objet d'une
procédure collective en 2025

18

02 Top 5 par secteur d'activité des
sociétés de plus de 10M€ de
CA étant entrées en Procédure
Collective en 2025

22

03 Types de procédure par taille de
CA (société de plus de 2M€)

Types de procédure par région
(société de plus de 2M€)

26



Éditorial

Record de défaillances en 2025 : anticiper pour rebondir

On retiendra de 2025 un chiffre : 68 574 entreprises en France ont ouvert une procédure collective, un triste record historique. Toutefois, réduire l'analyse à ce constat alarmant serait une erreur. Il faut ramener ce chiffre à la dynamique de création d'entreprises et retenir que des leviers existent pour transformer une situation critique en opportunité de rebond.

Un contexte durablement compliqué

La hausse des défaillances (+4 %) touche principalement cette année les secteurs de l'hôtellerie-restauration et des services B2B. La construction et le commerce de détail se stabilisent à des niveaux élevés, représentant à eux deux près de 40 % des procédures. Les causes sont multiples : instabilité politique, incertitudes fiscales et budgétaires, inflation difficile à répercuter, et une concurrence internationale exacerbée, notamment par les coûts imbattables de produits manufacturés dans des zones à coûts de main d'œuvre plus faibles, qui fragilisent l'industrie et la sous-traitance automobile.

2026 : un horizon prudent

Les prévisions anticipent une légère diminution, qui maintiendrait 2026 parmi les années les plus difficiles, avec environ 65 000 défaillances (-3 %). La croissance économique resterait atone, le soutien monétaire limité, et les risques liés à la politique budgétaire et à l'instabilité politique risquent de persister. Autrement dit, la vigilance reste de mise.

Les signaux positifs

En parallèle, la création d'entreprises continue de battre des records : 1,2 millions en 2025, soit deux fois plus qu'il y a dix ans. Certes, 2/3 sont des micro-entrepreneurs, mais le nombre global d'entreprises progresse, même en tenant compte des radiations et des liquidations. Le solde reste positif, preuve d'un dynamisme entrepreneurial remarquable.

Enfin, pour les sociétés confrontées à des tensions de trésorerie, des solutions existent pour traverser la tempête. L'anticipation est la clé : un accompagnement précoce pour mettre en place les bons outils, optimiser les opérations et la trésorerie et le cas échéant rétablir un équilibre financier via l'injection de « new money » dans les meilleures conditions possibles. Dans des contextes de tensions, l'ouverture de procédures amiables peut offrir de véritables issues, même si le penchant naturel est parfois de retarder ces décisions. Plus les difficultés sont détectées tôt, plus les chances de rebond sont réelles.

En résumé, 2025 est une année contrastée : des défaillances à un niveau record, mais aussi une vitalité entrepreneuriale et des leviers pour agir. Pour les directions générales et financières, le défi est clair : anticiper, sécuriser, et saisir les opportunités dans un environnement incertain.

Pour décrypter le profil des entreprises en difficulté en 2025, les secteurs et les régions les plus impactés et analyser les tendances du prochain exercice, EY, leader du conseil et AU Group, le leader du courtage spécialisé en assurance-crédit et financement de créances ont mis leurs forces en commun pour réaliser cette étude (à partir des données fournies par Allianz Trade) autour d'un panel d'experts :

- Ana Boata, Head of Economic Research – Allianz Trade ;
- Lionel Gouget, Senior Partner, Valtus ;
- Alexandre Bachelier, Associé Fondateur, Arcole ;
- Matthieu Carlier, Partner EY ;
- Henry Cagnac, Conseil en affacturation et assurance-crédit, AU Group.

**Nous vous souhaitons
une bonne lecture !**

TOP 20 DES DÉFAILLANCES 2025

	Raison sociale	Secteur d'activité
1	GROUPE STAR SERVICE	Activités des sociétés holding
2	CONDAT	Fabrication de papier et de carton
3	ATLASFORMEN	Vente à distance sur catalogue spécialisé
4	BRANDT FRANCE	Fabrication d'appareils électroménagers
5	IKKS RETAIL	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
6	FORLAM INDUSTRIES	Activités des sociétés holding
7	NEOMARCHE	Commerce de détail de meubles
8	UNION MUT GEST GRP HOSP MUTUA GRENOBLE	Autres assurances
9	GROUPE ROYER	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures
10	GEISMAR	Commerce de gros (commerce interentreprises) de machines pour l'extraction, la construction et le génie civil
11	CLAIRE'S FRANCE	Autres commerces de détail spécialisés divers
12	STAR'S SERVICE	Transports routiers de fret de proximité
13	ADVEO FRANCE	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels
14	VENATOR FRANCE	Fabrication de colorants et de pigments
15	BIOSYNEX	Fabrication de préparations pharmaceutiques
16	FTL GROUP	Affrètement et organisation des transports
17	ONESIKKS	Fabrication de vêtements de dessus
18	CASA FRANCE	Commerce de détail d'autres équipements du foyer
19	ROYER SAS	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures
20	LBMS	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé

Dernière procédure en cours en 2025	Chiffre d'affaires (en €)	Groupe
Redressement judiciaire	265 434 116	STAR SERVICE
Redressement judiciaire	254 839 448	LECTA
Liquidation judiciaire	235 421 427	ATLAS FOR MEN
Liquidation judiciaire	222 554 675	CEVITAL
Liquidation judiciaire	179 124 723	IKKS
Sauvegarde	164 285 000	FORLAM
Redressement judiciaire	161 902 455	ALINEA
Redressement judiciaire	149 531 514	AVEC (ex-DOCTEGESTIO)
Redressement judiciaire	133 731 767	ROYER
Liquidation judiciaire	132 316 000	ANC ETS LUCIEN GEISMAR
Liquidation judiciaire	131 994 791	CLAIRES STORES INC
Redressement judiciaire	130 147 265	STAR SERVICE
Liquidation judiciaire	125 091 010	ADVEO
Sauvegarde	119 253 015	VENATOR MATERIALS PLC
Sauvegarde	101 167 000	BIOSYNEX
Redressement judiciaire	97 174 000	FTL GROUP
Liquidation judiciaire	88 843 793	IKKS
Liquidation judiciaire	87 201 722	Casa Group
Redressement judiciaire	79 190 856	ROYER
Liquidation judiciaire	78 296 107	

Méthodologie

Sources : les données relatives aux défaillances ont été fournies par Allianz Trade. Seules les entreprises qui ont fait l'objet d'un premier jugement entre le 01/01/2025 et le 31/12/2025 sont retenues. Si une entreprise a fait l'objet de plusieurs procédures collectives au cours de l'année 2025, seule la dernière procédure connue est prise en compte dans les statistiques présentées.

Définition : chaque entreprise correspond à un SIREN et donc à une entité juridique.

De conjoncturelle à structurelle, la poussée des défaillances joue les prolongations



Anna Boata

Directeur de la recherche économique
Allianz Trade

La stabilisation initialement espérée pour l'an dernier n'a pas eu lieu en France, ni au plan mondial. Après trois années de rattrapage post-Covid, la vague de défaillances d'entreprises s'est prolongée. En 2025, leur nombre a encore progressé de +4 % en France et de +6% dans le monde. Pour 2026, difficile d'imaginer une forte inflexion au regard des signaux négatifs qui testeront encore la résilience de nombre de secteurs et d'entreprises : la faiblesse prolongée du cycle conjoncturel, les conditions de (re)financement post décennie d'abondance monétaire, le climat politique national et international, les tensions commerciales, le redéploiement des chaînes d'approvisionnement et les mutations du paysage entrepreneurial, avec l'envolée des créations d'entreprises, nourrie par la transition numérique et l'essor de l'intelligence artificielle, qui accélère la 'destruction créatrice' chère à Schumpeter, avec nombre d'acteurs encore précaires. Au total, un besoin d'adaptation qui est prolongée des entreprises à un monde plus coûteux, plus fragmenté, plus concurrentiel, qui demeure propice à des faillites durablement élevées en 2026 en France comme aux plans européen et mondial.

En 2025, après trois années d'accélération (+1% en 2022, +7% en 2023 et +10% en 2024), les faillites d'entreprises sont restées stables ou en hausse dans deux pays sur trois, soit 70% du PIB mondial, avec des hausses en particulier en Turquie (+57%), à Hong-Kong (+44%), en Suisse (+40%) et en Grèce (+40%), mais aussi chez les principaux partenaires commerciaux de la France, aux premiers rangs desquels l'Allemagne (+11%), la Chine (+7%), l'Italie (+35%), les États-Unis (+8%), la Belgique (+5%), au regard tant des exportations (risque d'impayés) que des importations (risque de rupture de service ou de chaîne d'approvisionnement), avec un recul limité au Royaume-Uni (-0,3%). En France (+4%), les défaillances d'entreprises ont affiché un record historique (68574 cas). Cette nouvelle poussée des faillites a touché quasiment tous

les secteurs, jusqu'à des niveaux très élevés en particulier dans le transport-entrepôt (64% au-dessus de la moyenne 2010-19), le commerce automobile (43%), l'information/communication (43%), l'hôtellerie/restauration (37%) et les services aux entreprises (30%) ; elle s'est à nouveau généralisée à toutes les tailles d'entreprises, y compris les plus grandes, pour un chiffre d'affaires cumulé de plus de 35 milliards d'euros (50% de plus que la moyenne 2006-2024) et un passif fournisseurs de plus de 7 milliards d'euros (64% de plus que la moyenne 2006-2024) qui nourrit le risque d'effet domino.

En 2026, les faillites risquent une nouvelle hausse de +3% au plan mondial. Cinq années consécutives de hausse : un cycle inédit depuis la crise financière. Toutefois, cette perspective tiendrait à un plus petit nombre de pays représentant une part significative du PIB mondial (60%) et donc de notre indice mondial des faillites (71%), principalement les États-Unis (+5%), la Chine (+7%) et l'Allemagne (+1%). Dans le reste du monde, nous anticipons une inversion de tendance à la baisse qui resterait modérée dans la plupart des pays, synonyme d'un nombre toujours élevé de défaillances. Avec la France, ce sont au total deux pays sur trois qui afficheront encore en 2026 davantage de faillites qu'avant la pandémie. Pour la France (66700 cas attendus), cela représente un surplus de 21% par rapport à la moyenne 2016-2019, contre 26% pour l'Europe de l'Ouest et 22% à l'échelle mondiale. En première ligne : les entreprises les plus endettées ou faiblement capitalisées - PME, jeunes pousses, acteurs de la construction et du commerce - et les moins agiles face aux mutations sectorielles et technologiques. La vigilance doit rester de mise dans le monitoring des risques crédit.



Défaillances France 2025 : +4%
Défaillances Monde 2025 : +6%

Prévisions 2026 France : -3%
Prévisions 2026 Monde : +3%

Lucidité et méthode : les clés pour éviter la spirale des difficultés



Lionel Guget
Senior Partner
Valtus

Ralentissement de la croissance, remontée rapide du coût de la dette, inflation persistante, évolution structurelle de certains marchés : l'addition de ces facteurs macro-économiques et conjoncturels accélère aujourd'hui les situations de crise.

Dans ce contexte, l'anticipation constitue le premier levier de création - ou de préservation - de valeur. Traiter les difficultés en amont, avant la crise de liquidité, est fondamental pour ne pas précipiter l'entreprise dans une spirale de difficultés.

La première étape est un diagnostic clair sur l'origine des difficultés

- Sujets structurels supposant un ajustement en profondeur du business model (changement de paradigme, diversification, carve out, ajustement des effectifs...);
- Sujets conjoncturels liés à l'exécution opérationnelle (amélioration de l'EBE, réduction de coûts, BFR...);
- Sujets de structure bilantielle (fonds propres, financements, restructuration de la dette...).

A mettre en place également un pilotage renforcé de la trésorerie, appuyé sur un

reporting fiable et multi-horizons, permettant de calibrer précisément le besoin et d'anticiper les crises de liquidités.

Au-delà des leviers opérationnels et financiers, éviter le déni, partager un diagnostic clair, exposer les scénarios possibles et les plans d'actions avec les parties prenantes : cette transparence est indispensable vis-à-vis des actionnaires, des partenaires clés et des équipes internes.

La constitution d'un core team expérimenté, capable de motiver les équipes dans l'intérêt supérieur de l'entreprise, constitue un facteur clé de succès.

Dans la tempête, il faut garder le cap, alléger le navire, préserver le capital confiance et recourir à un capitaine et à des marins aguerris.

La crise n'est pas une fatalité. Traitée avec lucidité, anticipation et méthode, elle peut devenir une opportunité de refondation stratégique et opérationnelle. À condition d'agir tôt, de remettre la création de valeur au cœur du projet et de s'appuyer sur les bonnes ressources.



“

La crise n'est pas une fatalité. Traitée avec lucidité, anticipation et méthode, elle peut devenir une opportunité de refondation stratégique et opérationnelle.

2026, de la résistance au rebond, un cap stratégique pour les entreprises françaises



Alexandre Bachelier
Associé Fondateur
Arcole



L'économie française aborde 2026 dans un climat complexe et incertain. Avec plus de 68 574 défaillances enregistrées en 2025, la période de soutien exceptionnel post-Covid est désormais derrière nous. Ce niveau de défaillances recouvre en réalité des situations très contrastées selon les secteurs. Certains segments ont fait preuve d'une meilleure résistance, notamment la santé, les services à forte valeur ajoutée et certaines activités positionnées sur des niches technologiques, tandis que d'autres, comme la construction ou l'automobile, restent durablement sous pression.

Dans ces secteurs les plus exposés, les entreprises ont dû s'adapter en revoyant leurs modèles et en prenant des décisions parfois difficiles. Cette résilience, n'aurait pas été possible sans le courage des dirigeants. Ils ont dû renégocier, réorganiser, restructurer, souvent dans l'urgence et sans visibilité. Leur rôle a été déterminant pour préserver l'activité, l'emploi et la création de valeur. Il faut le rappeler clairement : sans l'engagement des chefs d'entreprise, l'impact économique et social des crises récentes aurait été bien plus lourd.

Après plusieurs exercices consacrés à la gestion de crise, 2026 marquera un changement pour ces dirigeants. Si la pression inflationniste s'est atténuée et que les taux d'intérêt redeviennent plus supportables, l'instabilité politique a ajouté de nouveaux défis.

Le rôle du dirigeant est alors central : clarifier une trajectoire stratégique crédible, sécuriser les équilibres financiers et recréer de la confiance en interne, comme vis-à-vis des investisseurs. Pour les dirigeants capables d'assumer ces arbitrages, 2026 peut marquer le passage d'une logique de résistance à une trajectoire de création de valeur.

Convaincre les investisseurs de continuer à s'engager en France constitue, dans ce contexte, un enjeu clé. Malgré les incertitudes, la France demeure l'une des principales destinations européennes des investissements étrangers et conserve des atouts structurels reconnus : un tissu industriel dense, des talents qualifiés et une capacité d'innovation largement éprouvée. Les entreprises qui ont su traverser les chocs récents disposent aujourd'hui d'un avantage : elles peuvent démontrer leur capacité à ajuster leurs structures, sécuriser leurs équilibres financiers et rester compétitives.

Après quatre années de turbulences, l'enjeu n'est plus seulement de tenir, mais de redonner un cap. 2026 ne sera pas l'année du repli. Elle peut devenir celle du rebond pour les entreprises qui auront su s'adapter, accompagner leurs équipes et rester fidèles à leur ambition industrielle.



“

Sans l'engagement des chefs d'entreprise, l'impact économique et social des crises récentes aurait été bien plus lourd.

Le M&A comme solution de sortie de crise pour les PME françaises



Matthieu Carlier
Partner
EY



Dans un contexte où les défaillances d'entreprises explosent – plus de **66 000** faillites enregistrées en France en 2024 et **68 574** en 2025, un record historique – il est urgent pour les dirigeants de PME et d'ETI d'anticiper les signes avant-coureurs des difficultés. Avant que la trésorerie ne soit sous tension, ils doivent savoir interpréter les signaux faibles et poser un diagnostic lucide et honnête sur l'origine des difficultés qui peuvent résulter de problèmes de gouvernance, d'orientations stratégiques, de sujets opérationnels ou financiers. Un bon diagnostic permet non seulement de calibrer le besoin de financement et de construire les fondations d'une "equity story" crédible pour convaincre les partenaires financiers.

Pour une solution non dilutive, si l'accès à de nouvelles lignes de financement est compliquée, il est toujours possible de renégocier l'échéancier de remboursement de la dette existante avec ses partenaires historiques. Pour créer les conditions d'une négociation saine il est recommandé d'utiliser les procédures amiables (Mandat Ad Hoc / Conciliation) pour favoriser l'émergence d'une solution ou toutes les parties prenantes vont consentir un effort. Il existe également des fonds de dettes alternatifs qui peuvent financer un besoin ponctuel et accepter un remboursement "in fine".

Du côté des solutions en capital, les fonds d'investissement ou les family offices peuvent intervenir (en minoritaire ou en majoritaire) à condition que l'entreprise démontre un potentiel de rebond avec une hypothèse de transformation opérationnelle comme principal levier de création de valeur. Il existe des fonds qui regardent les situations compliquées et qui peuvent proposer des solutions mixtes (capital et dette) pour optimiser la dilution des vendeurs – ces derniers sont souvent majoritaires.

En synthèse il faut retenir de viser une solution globale plutôt que la mise en place de rustines, fonder le redressement sur des gains opérationnels concrets plutôt que sur des hypothèses de croissance ambitieuses, et lancer un processus concurrentiel large et bien documenté ou plusieurs scénarios sont étudiés en parallèle.

Face à un environnement où les défaillances atteignent un pic en 2025, la sortie M&A par le haut n'est pas une option secondaire : c'est souvent la condition de survie d'un groupe.



“

Il faut retenir de viser une solution globale plutôt que la mise en place de rustines.

Une bonne gestion du BFR, un outil indispensable pour piloter efficacement et améliorer la liquidité des entreprises



Henry Cagnac

Conseil en affacturage et assurance-crédit
AU Group

Les entreprises françaises concèdent volontiers que la trésorerie est un enjeu majeur pour elles. Mais paradoxalement, trop souvent, elle ne devient une priorité qu'en cas de tension. Et c'est précisément ce manque d'anticipation qui les expose à des ruptures de liquidité.

Il est donc crucial de replacer la trésorerie au cœur de la stratégie financière, non pas comme une variable d'ajustement, mais comme un actif à part entière, qui doit être géré, piloté et suivi comme un indicateur clé.

Les composantes du Besoin en Fonds de Roulement (BFR) s'imposent alors comme des leviers mobilisables pour améliorer la trésorerie des entreprises, mais aussi comme des signaux d'alerte.

Ainsi, le contexte actuel appelle à une vigilance toute particulière: les stocks augmentent et les délais de paiement clients / fournisseurs s'allongent.

En France, le retard moyen de paiement interentreprises atteint désormais 14 jours et moins d'une entreprise sur deux paie ses fournisseurs à l'heure.

Une gestion rigoureuse du BFR doit impliquer l'ensemble des collaborateurs de l'entreprise. Cela passe par des solutions opérationnelles dédiées comme l'amélioration des processus existants, le suivi et le partage d'indicateurs clés (DSO, DPO, rotation des stocks) et la mise en place de comités dédiés.

Des solutions de financement rapides et flexibles comme l'affacturage, jouent aussi un rôle structurant pour accompagner les entreprises dans la sécurisation de leur trésorerie. Ce marché en croissance représente environ 430 milliards d'euros en France, permettant aux entreprises de dégager en moyenne deux mois de chiffre d'affaires de ressources additionnelles.

L'affacturage, c'est la réserve d'oxygène qui permet à l'entreprise de gravir des sommets sans jamais manquer de souffle.

Beaucoup de dirigeants et de directions financières concentrent leurs efforts sur la génération du chiffre d'affaires et de l'EBITDA. Il faut aller un cran plus loin : c'est bien la capacité d'une entreprise à générer du cash, qui lui permettra demain, d'investir, de réduire sa dette et/ou d'augmenter ses marges. L'optimisation du BFR y contribue, et sa maîtrise renforce aussi la confiance des partenaires financiers, des assureurs-crédit, des investisseurs et des clients/fournisseurs.

Faire du BFR un levier stratégique, c'est anticiper les risques, travailler les leviers d'optimisation sur la trésorerie et sécuriser la pérennité de l'entreprise. Dans un contexte économique incertain, cette agilité financière fait toute la différence.



“

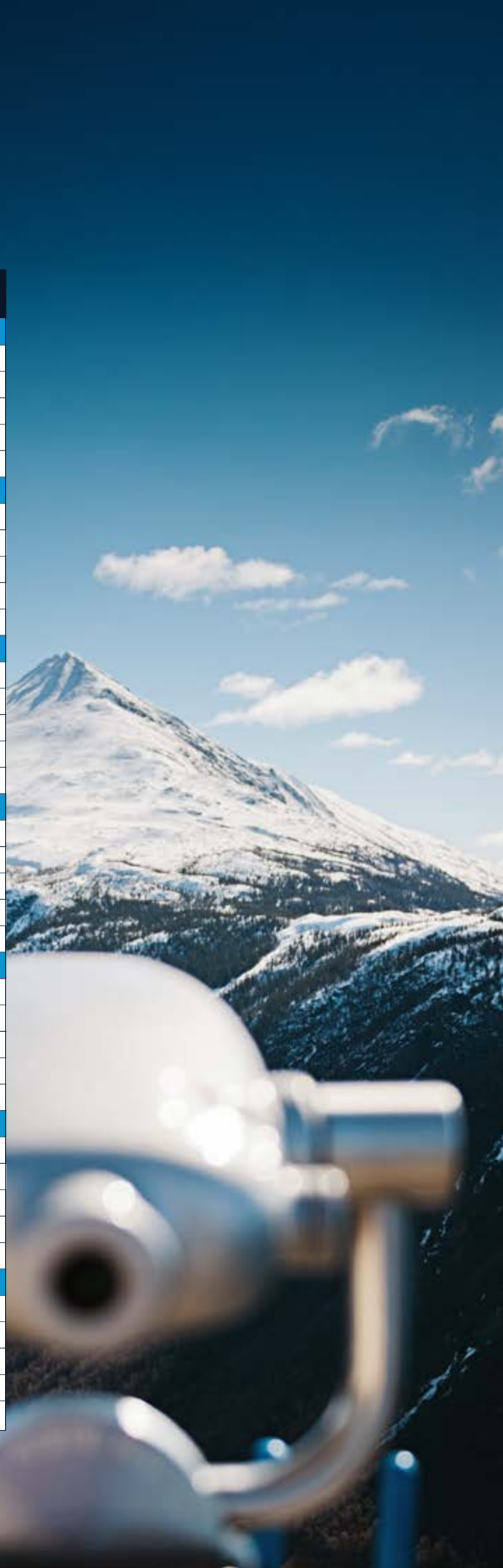
L'affacturage, c'est la réserve d'oxygène qui permet à l'entreprise de gravir des sommets sans jamais manquer de souffle.

ANNEXES : 01

Top 5 par région des entités légales ayant fait l'objet d'une procédure collective en 2025

Raison sociale	Secteur d'activité
Aquitaine - Limousin - Poitou Charentes	
CONDAT	Fabrication de papier et de carton
LBMS	Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé
AGS FACILITIES	Activités liées aux systèmes de sécurité
ESSOR CEM	Promotion immobilière de logements
HYD&AU FLUID	Fabrication d'équipements hydrauliques et pneumatiques
Auvergne-Rhône-Alpes	
FORLAM INDUSTRIES	Activités des sociétés holding
UNION MUT GEST GRP HOSP MUTUA GRENOBLE	Autres assurances
TRANSPORTS CHALAVAN ET DUC	Transports routiers de fret interurbains
FORLAM CLOTURE INDUSTRIE (FCI)	Fabrication d'articles en fils métalliques, de chaînes et de ressorts
MARCHANTE	Ingénierie, études techniques
Bourgogne-Franche-Comté	
STREIT GROUPE	Activités des sociétés holding
VALTI	Fabrication de tubes, tuyaux, profilés creux et accessoires correspondants en acier
ELITHIS GROUPE	Activités des sociétés holding
STREIT MECANIQUE	Activités des sociétés holding
ALM INTERNATIONAL	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques
Bretagne	
GROUPE ROYER	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures
ROYER SAS	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures
STE RENANAISE DE DISTRIBUTION	Hypermarchés
ALMAREDIS	Hypermarchés
FONDERIE DE BRETAGNE	Forge, estampage, matriçage ; métallurgie des poudres
Centre Val de Loire	
LVL POMANJOU	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fruits et légumes
VALCAUR	Activités des sociétés holding
ORGAPHARM	Fabrication de produits pharmaceutiques de base
C-ITECH SAS	Fabrication d'appareils d'éclairage électrique
ROSSOW	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques
Corse	
ATHLETIC CLUB AJACCIEN ACA FOOTBALL	Activités de clubs de sports
SOC CORSE DE DISTRIBUTION	Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé
CORSE TRANSPORTS	Transports routiers de fret de proximité
BATI CORSICA	Construction de maisons individuelles
BADISSE JAMAL	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction
DOM-TOM	
SUN ET O6	Captage, traitement et distribution d'eau
ECO SOLEY	Production d'électricité
OSIRIS	Activités de sécurité privée
HOPITAL PRIVE SAINT-PAUL	Activités hospitalières
DELGABAT	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires

Dernière procédure en cours en 2025	Chiffre d'affaires (en €)
Redressement judiciaire	254 839 448
Liquidation judiciaire	78 296 107
Redressement judiciaire	56 773 082
Redressement judiciaire	44 211 834
Sauvegarde	32 385 355
Sauvegarde	164 285 000
Redressement judiciaire	149 531 514
Redressement judiciaire	65 990 020
Redressement judiciaire	54 451 724
Redressement judiciaire	50 199 520
Redressement judiciaire	61 634 000
Liquidation judiciaire	50 510 407
Liquidation judiciaire	29 278 000
Redressement judiciaire	27 295 936
Liquidation judiciaire	26 546 542
Redressement judiciaire	133 731 767
Redressement judiciaire	79 190 856
Redressement judiciaire	65 293 698
Redressement judiciaire	56 533 481
Liquidation judiciaire	56 359 774
Sauvegarde	43 033 919
Sauvegarde	30 336 000
Redressement judiciaire	29 674 562
Liquidation judiciaire	18 981 961
Redressement judiciaire	16 054 530
Liquidation judiciaire	17 610 423
Redressement judiciaire	7 869 961
Redressement judiciaire	3 754 480
Liquidation judiciaire	3 173 741
Liquidation judiciaire	3 168 346
Liquidation judiciaire	27 613 890
Liquidation judiciaire	24 292 823
Redressement judiciaire	21 690 288
Sauvegarde	21 071 020
Redressement judiciaire	19 437 654



Raison sociale	Secteur d'activité
Grand Est	
BIOSYNEX	Fabrication de préparations pharmaceutiques
GROUPE MORLOT	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
KUCHLY	Activités de soutien aux cultures
FRANCE SOLAR	Commerce de détail d'autres équipements du foyer
API TECH	Ingénierie, études techniques
Hauts de France	
VENATOR FRANCE	Fabrication de colorants et de pigments
WIZPAPER	Fabrication de papier et de carton
RDV ROUTE DESTINATION VOYAGES	Transports routiers de fret interurbains
UGEPA	Fabrication de papiers peints
VOYAGES MASSON	Activités des agences de voyage
Ile-de-France	
GROUPE STAR SERVICE	Activités des sociétés holding
ATLASFORMEN	Vente à distance sur catalogue spécialisé
BRANDT FRANCE	Fabrication d'appareils électroménagers
IKKS RETAIL	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
GEISMAR	Commerce de gros (commerce interentreprises) de machines pour l'extraction, la construction et le génie civil
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	
SOLUTIONS 30 GRAND SUD-OUEST	Télécommunications filaires
SN DIFFUSION	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
MAISON MILHAU	Préparation industrielle de produits à base de viande
STE CIVILE VINICOLE CHATEAU DU TARIQUET	Culture de la vigne
A PLUS ENERGIES	Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel électrique
Normandie	
LES COOPERATEURS DE NORMANDIE PICARDIE	Supermarchés
AURYS INDUSTRIES	Façonnage et transformation du verre plat
UMERIC	Commerce d'alimentation générale
JMRP INDUSTRIES	Installation de structures métalliques, chaudronnées et de tuyauterie
CAP ISOPLAS	Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction
Pays de la Loire	
ONESIKKS	Fabrication de vêtements de dessus
FLORENTAISE	Extraction de tourbe
IKKS WOMEN	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures
HINTERLAND	Affrètement et organisation des transports
REALITES	Fonds de placement et entités financières similaires
Provence-Alpes-Côte d'Azur	
NEOMARCHE	Commerce de détail de meubles
JOTT OPERATIONS	Fabrication d'autres vêtements et accessoires
AQUALUNG TRADING	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels divers
MS MOTORS	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
BERBIGUIER PREMIUM AUTOMOBILES	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers



Dernière procédure en cours en 2025	Chiffre d'affaires (en €)
Sauvegarde	101 167 000
Liquidation judiciaire	71 397 303
Sauvegarde	68 271 532
Liquidation judiciaire	52 614 643
Liquidation judiciaire	38 762 897
Sauvegarde	119 253 015
Liquidation judiciaire	41 311 352
Sauvegarde	31 035 319
Redressement judiciaire	29 284 607
Liquidation judiciaire	29 007 258
Redressement judiciaire	265 434 116
Liquidation judiciaire	235 421 427
Liquidation judiciaire	222 554 675
Liquidation judiciaire	179 124 723
Liquidation judiciaire	132 316 000
Redressement judiciaire	56 254 536
Sauvegarde	52 793 278
Liquidation judiciaire	27 989 984
Sauvegarde	25 706 569
Redressement judiciaire	22 403 820
Sauvegarde	28 735 955
Redressement judiciaire	23 447 111
Redressement judiciaire	14 153 277
Redressement judiciaire	13 942 043
Liquidation judiciaire	13 845 076
Liquidation judiciaire	88 843 793
Redressement judiciaire	48 774 492
Liquidation judiciaire	47 031 860
Liquidation judiciaire	40 780 217
Redressement judiciaire	39 354 388
Redressement judiciaire	161 902 455
Redressement judiciaire	54 764 447
Liquidation judiciaire	51 106 648
Sauvegarde	41 826 291
Redressement judiciaire	40 562 145



ANNEXES : 02

Top 5 par secteur d'activité des sociétés de plus de 10M€ de CA étant entrées en Procédure Collective en 2025

Raison sociale	Secteur d'activité
Agro - Alimentaire - Restauration	
NOT SO DARK	Restauration de type rapide
KUCHLY	Activités de soutien aux cultures
PRIMEX INTERNATIONAL	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits surgelés
LVL POMANJOU	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fruits et légumes
BISCUITERIE LA TRINITAINE	Fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation
Automobile - Mécanique	
GEISMAR	Commerce de gros (commerce interentreprises) de machines pour l'extraction, la construction et le génie civil
SN DIFFUSION	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
ESOPP	Intermédiaires du commerce en machines, équipements industriels, navires et avions
MS MOTORS	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
BERBIGUIER PREMIUM AUTOMOBILES	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
BTP - Construction - Bois et dérivés	
GROUPE MORLOT	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
FRANCE SOLAR	Commerce de détail d'autres équipements du foyer
FLORENTAISE	Extraction de tourbe
AGENCEMENT GENERAL DU BATIMENT	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
PGD BATIMENT	Construction de maisons individuelles
Chimie - Plastique - Santé	
VENATOR FRANCE	Fabrication de colorants et de pigments
BIOSYNEX	Fabrication de préparations pharmaceutiques
AXYNTIS	Activités des sociétés holding
BAYER & REIZEI & DRESDNER	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits chimiques
ORGAPHARM	Fabrication de produits pharmaceutiques de base
Distribution - Commerce de Gros	
ATLASFORMEN	Vente à distance sur catalogue spécialisé
NEOMARCHE	Commerce de détail de meubles
CLAIRE'S FRANCE	Autres commerces de détail spécialisés divers
ADVEO FRANCE	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels
CASA FRANCE	Commerce de détail d'autres équipements du foyer
Industrie - Métaux - Minerais	
FORLAM INDUSTRIES	Activités des sociétés holding
STREIT GROUPE	Activités des sociétés holding
FONDERIE DE BRETAGNE	Forge, estampage, matriçage ; métallurgie des poudres
FORLAM CLOTURE INDUSTRIE (FCI)	Fabrication d'articles en fils métalliques, de chaînes et de ressorts
VALTI	Fabrication de tubes, tuyaux, profilés creux et accessoires correspondants en acier

Dernière procédure en cours sur 2025	Chiffre d'affaires (en €)
Liquidation judiciaire	70 708 499
Sauvegarde	68 271 532
Sauvegarde	53 707 431
Sauvegarde	43 033 919
Redressement judiciaire	40 373 567
Liquidation judiciaire	132 316 000
Sauvegarde	52 793 278
Liquidation judiciaire	47 962 599
Sauvegarde	41 826 291
Redressement judiciaire	40 562 145
Liquidation judiciaire	71 397 303
Liquidation judiciaire	52 614 643
Redressement judiciaire	48 774 492
Redressement judiciaire	44 690 852
Redressement judiciaire	41 235 284
Sauvegarde	119 253 015
Sauvegarde	101 167 000
Redressement judiciaire	53 567 000
Liquidation judiciaire	35 677 201
Redressement judiciaire	29 674 562
Liquidation judiciaire	235 421 427
Redressement judiciaire	161 902 455
Liquidation judiciaire	131 994 791
Liquidation judiciaire	125 091 010
Liquidation judiciaire	87 201 722
Sauvegarde	164 285 000
Redressement judiciaire	61 634 000
Liquidation judiciaire	56 359 774
Redressement judiciaire	54 451 724
Liquidation judiciaire	50 510 407



Raison sociale	Secteur d'activité
IT - Electroménager - Electricité	
BRANDT FRANCE	Fabrication d'appareils électroménagers
SOLUTIONS 30 GRAND SUD-OUEST	Télécommunications filaires
P C E SERVICES	Télécommunications filaires
VIRTUO TECHNOLOGIES	Portails Internet
EOLANE ANGERS	Fabrication de cartes électroniques assemblées
Papier	
CONDAT	Fabrication de papier et de carton
WIZPAPER	Fabrication de papier et de carton
UGEPA	Fabrication de papiers peints
ATLANTIS TELEVISION	Post-production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision
NEOA	Autre imprimerie (labeur)
Services	
UNION MUT GEST GRP HOSP MUTUA GRENOBLE	Autres assurances
CUBEINVEST	Activités de soutien au spectacle vivant
PEOPLE AND BABY DEVELOPPEMENT	Accueil de jeunes enfants
AGS FACILITIES	Activités liées aux systèmes de sécurité
MARCHANTE	Ingénierie, études techniques
Textile	
IKKS RETAIL	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
GROUPE ROYER	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures
ONESIKKS	Fabrication de vêtements de dessus
ROYER SAS	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures
GROUPE LEPAPE	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
Transport et Maintenance	
GROUPE STAR SERVICE	Activités des sociétés holding
STAR'S SERVICE	Transports routiers de fret de proximité
FTL GROUP	Affrètement et organisation des transports
FTL INTER	Affrètement et organisation des transports
TRANSPORTS CHALAVAN ET DUC	Transports routiers de fret interurbains

Dernière procédure en cours sur 2025	Chiffre d'affaires (en €)
Liquidation judiciaire	222 554 675
Redressement judiciaire	56 254 536
Redressement judiciaire	43 716 258
Liquidation judiciaire	34 001 726
Liquidation judiciaire	32 101 252
Redressement judiciaire	254 839 448
Liquidation judiciaire	41 311 352
Redressement judiciaire	29 284 607
Redressement judiciaire	26 887 507
Liquidation judiciaire	22 433 355
Redressement judiciaire	149 531 514
Redressement judiciaire	59 913 089
Redressement judiciaire	58 058 745
Redressement judiciaire	56 773 082
Redressement judiciaire	50 199 520
Liquidation judiciaire	179 124 723
Redressement judiciaire	133 731 767
Liquidation judiciaire	88 843 793
Redressement judiciaire	79 190 856
Redressement judiciaire	65 790 095
Redressement judiciaire	265 434 116
Redressement judiciaire	130 147 265
Redressement judiciaire	97 174 000
Redressement judiciaire	74 133 447
Redressement judiciaire	65 990 020



ANNEXES : 03

Types de procédure par taille de CA (société de plus de 2M€)

	Liquidation judiciaire	Redressement judiciaire	Sauvegarde	Total général
1-5M€	977	622	129	1728
5-10M€	261	185	43	489
10-50M€	173	147	43	363
50-100M€	10	16	5	31
100-250M€	6	4	3	13
>250M€		2		2
Grand Total	1427	976	223	2626

Types de procédure par région (société de plus de 2M€)

	Liquidation judiciaire	Redressement judiciaire	Sauvegarde	Total général
Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes	85	91	30	206
Auvergne-Rhône-Alpes	158	124	28	310
Bourgogne-Franche-Comté	22	41	8	71
Bretagne	42	48	6	96
Centre Val de Loire	33	25	11	69
Corse	3	7		10
DOM	49	36	6	91
Grand Est	116	60	17	193
Hauts de France	94	60	13	167
Ile de France	546	234	41	821
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées	77	79	26	182
Normandie	43	49	7	99
Pays de la Loire	44	51	15	110
Provence-Alpes-Côte d'Azur	114	69	13	196
TOM	1	2	2	5
Grand Total	1427	976	223	2626



EY | Building a better working world

EY s'engage à bâtir un monde meilleur, en créant de la valeur sur le long terme pour nos clients et nos collaborateurs aussi bien que pour la société et la planète dans leur ensemble, tout en renforçant la confiance dans les marchés financiers.

En s'appuyant sur le traitement des données, l'IA et les nouvelles technologies, les équipes EY contribuent à créer la confiance nécessaire à nos clients pour façonner un futur à l'épreuve des défis les plus pressants d'aujourd'hui et demain.

À travers tout un éventail de services allant de l'audit au consulting en passant par la fiscalité, la stratégie et les transactions, les équipes d'EY sont en mesure de déployer leur expertise dans plus de 150 pays et territoires. Une connaissance approfondie du secteur, un réseau international et pluridisciplinaire ainsi qu'un écosystème de partenaires aussi vaste que diversifié sont autant d'atouts qui permettront à EY de participer à la construction d'un monde plus équilibré.

Façonner l'avenir en toute confiance.

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun représente une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Les informations sur la manière dont EY collecte et utilise les données personnelles, ainsi que sur les droits des personnes concernées au titre de la législation en matière de protection des données sont disponibles sur ey.com/privacy. Les cabinets membres d'EY ne pratiquent pas d'activité juridique lorsque les lois locales l'interdisent. Pour plus d'informations sur notre organisation, veuillez vous rendre sur notre site ey.com.

À Propos de EY-Parthenon

Grâce à notre combinaison unique de compétences dans le domaine de la stratégie, de la transformation, de la transaction et de la finance d'entreprise, nous proposons des solutions qui apportent des résultats concrets, et pas seulement théoriques.

Fort de l'ensemble des services d'EY, nous avons réimaginé le conseil stratégique permettant de s'adapter à un monde de plus en plus complexe, et de saisir les opportunités offertes. Grâce à une expertise opérationnelle et sectorielle approfondie, associée à une technologie innovante augmentée par l'IA, nous accompagnons les CEO, les conseils d'administration, les acteurs du capital-investissement ainsi que le secteur public à chaque étape de leurs projets, de leur développement, leur permettant ainsi de façonner l'avenir en toute confiance.

Pour plus d'informations, veuillez vous rendre sur ey.com/parthenon

© 2026 Ernst & Young Advisory.
Tous droits réservés.

Studio BMC France – 2601BMC003-02.
SCORE France N° 2026-007.

ED None.

Document imprimé conformément à l'engagement d'EY de réduire son empreinte sur l'environnement.

Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale ou autre. Pour toute question spécifique, vous devez vous adresser à vos conseillers.

ey.com/fr

AU Group

Depuis 1929, AU Group, société de courtage et de conseil spécialisée dans la gestion des risques de crédit & politiques et dans le financement du BFR, s'engage aux côtés des entreprises B2B. AU Group conseille et accompagne ses clients de façon innovante pour répondre à leurs enjeux de sécurisation des créances commerciales, de financement de leur croissance et de pilotage du poste clients. AU Group opère partout dans le monde, dans tous les secteurs d'activité et pour tous types d'entreprises.

Chaque jour, les équipes AU Group élaborent des solutions sur mesure et préconisent aux Directions Financières les meilleures propositions à mettre en œuvre, négocient avec les partenaires puis déploient et gèrent les solutions sélectionnées.

Société indépendante à capital 100 % familial, AU Group regroupe aujourd'hui 310 experts engagés et présents dans 50 pays.

AU GROUP - SAS au capital de 2 000 000 €
552 073 256 RCS Paris - ORIAS 07005117
91, rue du Faubourg Saint Honoré - 75008 Paris
Tél. : 01 42 66 66 46 - au@au-group.com - www.au-group.com
Assurance de responsabilité civile professionnelle et garantie financière conformes aux articles L. 512-6 et L. 512-7 du code des assurances et à l'article L. 519-3-4 du code monétaire et financier.

au-group.com

Contacts



Pascal Gounon
Associé Leader Turnaround & Restructuring
Strategy, EY-Parthenon
pascal.gounon@parthenon.ey.com



Julien Brindeau
Associé
Ernst & Young Advisory
julien.brindeau@fr.ey.com



Louis Bollaert
Directeur Général
AU Group
bollaert@au-group.com



Olivier de La Pontais
Directeur
AU Group
delapontais@au-group.com